

*Bulletin d'information et de liaison interne du Regroupement des
Institutions du Système de Financement Décentralisé au Congo
Association Professionnelle de Microfinance*

Nations Unies

2005, Année de Micro crédit



*S.E. Jean MBUYU,
Ministre de l'IPMEA*

- Nécessité urgente de construire des secteurs financiers intégrants pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire. (Pg 03)

RIFIDEC bat campagne de sensibilisation en R.D. Congo (pg 04)



Intervention du professeur MUKOKO (extrême gauche) lors des conférences de lancement de l'Année Internationale de Micro crédit

GENRE

REBAMIF ou
le défi des
femmes de
micro crédit

(Pg 06)

Le sens d'une Année Internationale de Micro Crédit

Comme chacun le sait, 2005 a été proclamé par les Nations Unies comme étant une Année Internationale du Micro Crédit.

KOFI ANNAN, Secrétaire Général de l'ONU, a déclaré notamment que cette année du Micro Crédit revêt un caractère exceptionnel, dans la mesure où elle vise à « construire des secteurs financiers intégrant pour atteindre les objectifs de Développement du millénaire ».

Il convient de rappeler que le Sommet du Micro Crédit, dont la campagne mondiale touche à sa fin, s'était fixé comme objectif majeur de mobiliser des ressources considérables en vue d'atteindre 100 millions des familles les plus pauvres à travers le monde. Les résultats escomptés restent encore faibles par rapport aux attentes en raison, bien entendu, des contraintes de divers ordres rencontrées sur terrain.

Le grand défi auquel il faut faire face présentement s'exprime en termes de contraintes observées sur le chemin conduisant au micro financement et des stratégies à adopter tant par les pouvoirs publics (Gouvernement, Banque Centrale, Plan) que par les organisations de micro finance (OMFs), et cela dans le cadre des programmes d'appui au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Pour le cas précis de la République Démocratique du Congo, plusieurs contraintes ont été enregistrées et celles-ci n'offrent pas un environnement favorable au développement du secteur de Micro Crédit.

En effet, l'absence d'un climat de paix et de stabilité politique, l'insuffisance des textes légaux et réglementaires régissant le secteur, le manque d'une politique cohérente et réaliste en matière de la mobilisation de l'épargne et de distribution de Micro Crédit, les difficultés d'accès aux sources de financement local et international, l'accumulation des mauvaises pratiques sont autant de facteurs qui bloquent d'une manière ou d'une autre le développement du secteur de Micro Crédit dans notre pays.

L'élaboration, au niveau du Ministère du Plan, d'un Document des stratégies nationales de lutte pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et au niveau du Gouvernement, le choix du Ministère de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat (IPMEA) pour exercer le pouvoir de tutelle et enclencher le processus de mise en œuvre d'une politique nationale de Micro Crédit, témoignent sans aucun doute la volonté politique exprimée par le Gouvernement de Transition de souscrire entièrement aux principes et recommandations des Nations Unies pour cette Année du Micro Crédit.

RIFIDEC en tant qu'association professionnelle opère également des réformes tant au niveau de sa vision, de sa mission que de sa structure, aux fins de s'adapter au nouveau paysage de Micro Finance au Congo, en Afrique et dans le monde.

✍ KASUAMA PAKINZI wa S'HAKO

Vers la standardisation et la vulgarisations des outils de gestion

L'harmonisation des outils de gestion des organisations de Micro Finance (OMFs) préoccupe au plus haut point RIFIDEC. Un atelier de réflexion a été organisé, à cet effet, à l'intention des Gérants des COOPEC et IMF. L'enquête menée sur terrain par une équipe d'experts du RIFIDEC montre que les COOPEC et IMF de Kinshasa utilisent entre 30 ou 40 outils de gestion. Ce qui en termes de coût, grève fortement leurs budgets de fonctionnement. La démarche a consisté, d'abord, à inventorier l'ensemble de documents ou registres utilisés, à définir les concepts «outils de gestion» et «supports», avant de dissocier l'un et l'autre.

Par outil de gestion, on entend tout document ou registre contenant une gamme d'informations financières grâce auxquelles les gérants ou autres dirigeants des COOPEC ou IMF peu-

conduite des affaires. Un livre de caisse, par exemple, est un outil de gestion dans la mesure où il constitue un tableau de bord de l'Etat financier de la COOPEC ou de l'IMF; par contre une facture ou un Bon de Caisse est un support. La santé financière de la COOPEC ou de l'IMF est suivie aux travers du registre des membres, du volume des épargnes (rapports de dépôts ou de retraits), du porte feuille des crédits, les taux de remboursement et de recouvrement, les taux de pénétration, etc .

Les participants ont exprimé le souhait de voir RIFIDEC constituer un groupe de travail pour approfondir la discussion et procéder à un choix judicieux des outils et supports qu'il faudra ensuite harmoniser pour être utilisés par les COOPEC ou les IMF. Ce qui fut fait. L'heure est maintenant à la vulgarisation de ces outils.

GTZ et KfW au chevet de la microfinance en R.D.Congo

Un atelier sur l'harmonisation des points de vue de grands acteurs du secteur de la microfinance en RDC s'est tenu le vendredi 15 avril 2005 au Grand Hôtel Kinshasa, sur l'initiative de la GTZ (Coopération technique allemande) et de la KfW (Banque allemande de développement).

Deux délégués venus d'Allemagne, Christian Doerner pour le compte de la KfW et Michael Roth pour la GTZ ont échangé d'expériences et de connaissances avec des représentants du gouvernement congolais, de la Banque centrale du Congo, des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, du RIFIDEC et de grands acteurs du secteur évoluant en

République Démocratique du Congo.

A la fin de la journée, il s'est dégagé un consensus : le marché est porteur et largement ouvert.

Il y a tout simplement lieu d'appliquer une thérapeutique de choc qui passe par la professionnalisation des IMFs et la mise sur pied d'un cadre de concertations, avec des rencontres régulières entre acteurs, au moins une fois par trimestre afin d'harmoniser les points de vue sur la manière d'intervenir dans le secteur. La première de la série est fixée à la première quinzaine du mois de juin 2005.

Aimé-Bernard WANDAY

Nations Unies**2005, Année de Micro crédit****Nécessité urgente de construire des secteurs financiers intégrants pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire**

Les Nations Unies ont proclamé 2005 comme étant une Année de Micro Crédit.

Elle coïncide fort curieusement à la fin de la campagne mondiale menée par le Sommet du Micro Crédit dont l'objectif majeur consistait à atteindre 100 millions des familles les plus pauvres à travers le monde.

Coincidence heureuse dans ce sens que l'Année du Micro Crédit prend en fait le relais du sommet pour entreprendre des nouvelles actions dans le cadre des programmes d'appui au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

En attendant le bilan que présentera le Sommet, tout le monde est unanime à reconnaître que les ressources mobilisées sont loin de répondre aux attentes des communautés de base fortement touchées par la pauvreté et la misère.

Voilà pourquoi, dans le cadre de cette Année de Micro Crédit, priorité a été accordée à la construction des secteurs financiers intégrants pour atteindre les objectifs de Développement du Millénaire.

Selon KOFI ANNAN, Secrétaire Général de l'ONU, l'accès durable au Micro financement contribue à atténuer la pauvreté en générant des revenus, en créant des emplois, en donnant la possibilité aux enfants d'aller à l'école, en permettant aux familles (à faible revenu) d'obtenir des soins médicaux et en donnant les moyens aux populations de faire les choix qui répondent le mieux à leurs besoins.

Il se fait que, à travers

le monde, particulièrement dans les pays du tiers monde, se dressent sur le chemin de micro financement des contraintes d'ordre juridique, structurel, administratif, financier et technique auxquelles il faut faire face.

Bien plus, la culture étant le moteur du développement, les us et coutumes chez



Une vue de la tribune lors de la cérémonie officielle du lancement des activités de l'année internationale du micro crédit

certaines peuples se constituent également en obstacles pour la mise en œuvre des programmes d'appui au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Tout projet de développement doit absolument prendre en compte les valeurs culturelles, morales et spirituelles de la population concernée, autrement il est voué à l'échec.

Déjà, en 1998, l'Assemblée Générale des Nations Unies, en proclamant 2005 Année Internationale du Micro crédit, avait arrêté un certain nombre de dispositions aux fins d'atteindre l'objectif final qu'est l'allègement de la pauvreté, notamment l'approbation du programme d'action initié par le Secrétaire Général de

l'ONU en décembre 2003 par les Etats Membres et l'implication du Fonds d'Equipement des Nations Unies (FEMU) et du Département des affaires économiques et sociales (DESA).

Les Etats Membres, les organismes concernés du système des Nations Unies, les organisations de la société ci-

2. L'amélioration de la prise de conscience par le public
3. La promotion des systèmes financiers intégrants
4. La promotion d'un accès durable au Micro crédit
5. L'encouragement à l'innovation et aux partenariats ;

Grâce au Micro Crédit et à la Micro Finance, les populations pauvres (50 % de la population mondiale) pourront accéder aux « Banques de proximité » aux fins d'améliorer leurs conditions de travail et de vie par la création des activités génératrices des revenus (AGR).

Plusieurs Acteurs sont engagés dans ce vaste programme, notamment :

1. Les pouvoirs publics (Etats Membres)
2. Les agences du système des Nations Unies et donateurs)
3. Les partenaires de la Micro finance (fournisseurs, prestataires, secteur privé, universités, ONG et société civile).

Les politiques du comité de coordination relatives aux activités de l'Année Internationale du Micro Crédit portent plus sur l'intermédiation, la collaboration avec les comités nationaux et autres partenaires tout en gardant la neutralité afin d'offrir aux uns et aux autres les mêmes chances de réussite.

Il est entendu que les activités de cette Année Internationale du Micro Crédit tournent autour des axes ci-après : communication et manifestations spéciales.

Il est à noter que les objectifs de l'Année Internationale du Micro Crédit 2005 portent notamment sur :

1. La contribution aux objectifs de développement du millénaire (ODM)

VANGU MAKUALA

2005, Année Internationale du Micro Crédit

RIFIDEC monte au créneau en inaugurant une première série de conférences

La R.D.Congo en tant qu'Etat Membre des Nations Unies souscrit entièrement aux principes et stratégies arrêtés à ce niveau en vue de participer aux activités de l'Année Internationale du Micro Crédit dont les principaux axes s'articulent autour de la communication et des manifestations spéciales.

C'est dans ce contexte précis que RIFIDEC a organisé à Notre Dame de Fatima, à Kinshasa, du 03 au 04 mars 2005, une série de manifestations en rapport avec l'Année Internationale du Micro Crédit.

Il s'agit, notamment de :

1. Cycle de conférences;
2. Expositions des produits financiers par les COOPEC et IMF locales.

Par ces manifestations, RIFIDEC se propose de sensibiliser les acteurs engagés dans le développement durable et la réduction de la pauvreté, notamment le Gouvernement, la Banque Centrale du Congo, le Comité National d'élaboration des stratégies de lutte contre la pauvreté (DSRP), les coopératives d'épargne et de crédit, les institutions de Micro finance (IMF) et autres partenaires ou prestataires du secteur, sur l'importance de Micro Crédit et de la Micro finance dans l'allègement de la pauvreté et de la misère en RDC.

Quatre discours ont été prononcés à la cérémonie d'ouverture, notamment par le Président du Conseil d'Administration du RIFIDEC, par Son Excellence Monsieur le Vice Gouverneur de la Banque Centrale du Congo (BCC), par le Secrétaire Général au Plan et enfin par Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat (IPMEA) qui exerce désormais le pouvoir de tutelle sur le secteur.

Le thème principal choisi pour ce cycle de conférences porte essentiellement sur « Le secteur de micro finance en RDC pendant et

tion des Affaires et Sciences Economiques (FASE);
-Chef de Travaux Désiré MUWALA.

Le choix des sujets et des



Intervention du Secrétaire Général du Ministère du Plan (2ème à partir de la droite)

après l'Année Internationale de Micro Crédit : problèmes, potentialités et besoins d'action ».

La modération pour l'ensemble des communications a été assurée par d'éminents professeurs d'universités, notamment :
-Professeur **BANIAKU**

intervenant a été fonction de l'intérêt de l'événement et de la qualification requise en matière de Micro Crédit et de Micro Finance .

Une synthèse du Rapport 2004 de l'Etat de la campagne du sommet de Micro Crédit a été faite par Monsieur NGAY MUNGA Cons-

2005 soit 100 millions des familles les plus pauvres du monde dans une déclaration du Sommet mondial de Micro Crédit tenu en 1997 à Washington, (USA). Il a évoqué les mythes les plus pernicious qui empêchent de relever les défis. La nouvelle loi américaine, qui demande que la moitié de tous les financements d'aide internationale américaine pour la micro entreprise aillant aux clients les plus pauvres, est porteuse d'espoir.

Selon les statistiques avancées, au 31 décembre 2003, 2931 institutions ont été des-servies pour un total de 80.868.393 clients parmi lesquels 54.785.433 clients les plus pauvres dont 45.200.000 de femmes.

« L'implication de la femme congolaise dans les activités de micro finance : une dynamique évolutive » est un exposé fait par Madame KIANSSANGA Adrienne. Elle a posé la problématique, survolé quelques difficultés ren-



Visite guidée des participants à l'exposition des produits financiers

LUAPE (UNIKIN);
-Professeur ILASHI, Doyen de la Faculté de l'Administra-

tion, Conseiller au REFIDEC Chargé de la formation. Il a rappelé le but à atteindre d'ici

contrées avant de tirer la conclusion. Le renforcement

du pouvoir d'action des femmes par la Micro Finance est d'une importance capitale car, en définitive, c'est elle, au niveau de la société qui supporte le poids de la pauvreté.

L'expérience d'une ONG internationale en matière de micro crédit a fait également l'objet d'une analyse par Monsieur BRIAH R. MERUSI, Président de HOPE Micro Finance. Il a évoqué notamment le « filet de sécurité » pour une OMF, ses forces et ses faiblesses, face à l'environnement local et externe très peu favorable.

De même, dans le cadre du Comité National Chargé de l'Année Internationale de Micro Crédit 2005, Monsieur RAYMOND KABONGO Conseiller du Ministre au plan en charge de la planification provinciale et de suivi des politiques d'appui aux populations, a défini les grands axes du plan de travail pour 2005, notamment :

1. Communication
2. Politique nationale de micro finance
3. Suivi et évaluation
4. Fonctionnement du Comité National Chargé de l'Année Internationale du Micro Crédit.

Les participants ont suivi d'autres communications non moins importantes, notamment « La problématique de financement du programme de lutte contre la pauvreté pendant et après l'année internationale du micro crédit » par le Prof. MUKOKO du PNUD et « Le financement des IMF : problèmes, stratégies et pistes de solutions » par Mr. KASUAMA PAKINZI wa S'HAKO, Secrétaire Exécutif du RIFIDEC. L'intervenant a démontré la nécessité de disposer d'un financement suffisant, les besoins en financement dont font l'objet les imfs, les conséquences de l'insuffisance de financement, les différentes sources de financement, les stratégies de recherche de financement et a proposé quelques pistes de solutions.

Les participants ont pris, aux termes des travaux, les re-

commandations ci-après :

I. AU NIVEAU DU SECTEUR PUBLIC

I.1. Gouvernement

- Encourager le processus d'élaboration d'une politique nationale cohérente et réaliste en matière de la mobilisation de l'épargne et de la distribution de micro-crédit.
- Promouvoir un cadre légal, réglementaire et institutionnel pour l'exercice de la profession de micro-crédit.
- Contribuer à l'élaboration d'un plan comptable adapté au secteur de micro-crédit.
- Décréter la journée du 1er juin de chaque année comme journée nationale de micro-crédit.
- Créer et organiser un cadre de partenariat entre le Gouvernement, la Banque Centrale du Congo, le DSRP, le RIFIDEC et autres partenaires et /ou prestataires pour des actions de promotions, de marketing et de lobbying du secteur.
- Doter au Ministère de tutelle les attributions de Micro-crédit avec une structure appropriée.
- Transformer, aux termes de l'A.I.M.C son comité national en structure permanente du secteur de micro-crédit.

I.2. Banque Centrale du Congo

- Renforcer les mécanismes de contrôle dans le secteur de micro crédit pour protéger l'épargne nationale et garantir les intérêts des praticiens du secteur ;
- Décentraliser le pouvoir d'agrément des COOPEC et IMF concomitamment aux structures provinciales de la BCC et aux entités politico-administratives décentralisées (EAD) ;
- Mener des actions de sensibilisation pour recréer un climat de confiance et de fidélité dans le secteur ;
- Légiférer pour l'avenir et reconnaître aux COOPEC ou IMF déjà agréées leurs actes juridiques.

II. AU NIVEAU DU SECTEUR PRIVE

2.1. RIFIDEC

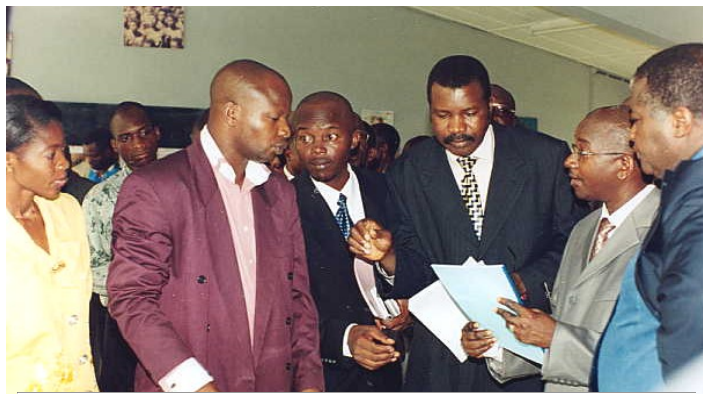
- Créer et organiser à ce niveau un cadre de rencontre

et de concertation entre les pouvoirs publics (Gouvernement, BCC, DSRP...), le RIFIDEC et les OMFs pour la promotion du secteur de micro crédit ;

- Renforcer les capacités institutionnelles des COOPECs et IMF membres et assurer leur encadrement ;
- Offrir aux COOPEC et IMF

et de crédit ;

- Nouer les relations de collaboration entre COOPEC et IMF locales et/ou étrangères avec des partenaires ;
- Œuvrer en professionnel pour répondre aux attentes de la clientèle et se doter des outils de gestion modernes ;
- Assurer de façon continue, la formation des ressources



Exposition des produits financiers de l'IDECE



Une attitude du représentant de l'IMF HOPE RDC



Explication des spécificités du site internet du RIFIDEC

membres, une gamme des produits et services et faciliter leur ouverture avec l'extérieur grâce à un système des réseaux.

2.2. COOPEC et IMF

- Se mettre en règle avec les textes légaux et réglementaires en matière de l'épargne

humaines et assurer leur motivation ;

- Produire des informations comptables et financières fiables.

Informatiser le système de gestion et s'intégrer dans les réseaux .

VANGU MAKUALA

La vie dans les ISFD et réseaux membres

REBAMIF ou le défi des femmes de micro crédit

Les années 90 sont considérées en RD Congo comme étant la période qui a vu démarrer les activités de la microfinance.

Nombre des IMF qui ont occupé ainsi le terrain ont gagné la confiance des membres qui ne demandaient pas mieux que d'autres structures voient le jour, afin de leur donner l'occasion de garder leur argent en sécurité, les banques traditionnelles ayant pratiquement cessé de rendre service.

Qui ne se souvient de ces nombreuses caisses disséminées à travers Kinshasa et par où passaient jeunes et vieux, hommes et femmes, soit pour retirer un peu d'argent, soit pour alimenter le compte.

Après la première décennie de leur création, force est de constater que nombre des IMF ont bien résisté et se sont taillé une place au soleil. Avec la création du Rifidec, elles ont pris leur adhésion et depuis, elles ne cessent de donner le meilleur d'elles-mêmes pour l'épanouissement de leur œuvre.

Pour des raisons d'efficacité, le Rifidec vient d'adopter une nouvelle ligne de conduite qui consiste à traiter avec des réseaux dont il encourage la création. Un des réseaux qui a vu le jour depuis se nomme **REBAMIF** (Réseau des banques de microfinance congolaise).

Situé dans la commune de Lingwala, au 171 av. Buta, REBAMIF a été créé il y a exactement un an et un

mois, soit le 23 mars 2004.

Mission et objectifs

Réseau composé d'institutions féminines, REBAMIF vise une triple mission, à savoir professionnaliser le réseau, professionnaliser les institutions membres et défendre leurs intérêts. Pour atteindre ces résultats, le réseau veillera à renforcer les capacités institutionnelles des ISFD membres.

A l'heure actuelle, 12 IMF font partie du réseau qui a deux catégories de membres : membres effectifs et membres auxiliaires.

Le réseau est implanté actuellement à Kinshasa mais ambitionne de s'installer plus tard en provinces également afin d'atténuer la pauvreté de la grande majorité des femmes congolaises à travers les institutions du système de financement décentralisé féminines membres.

Organisation et fonctionnement

Suivant les statuts et le règlement intérieur qui le régissent, REBAMIF comprend trois organes : l'assemblée générale qui est l'organe souverain délibérant regroupant tous les membres; le conseil d'administration avec 6 membres élus, est l'organe de supervision et d'orientation des décisions de l'assemblée générale ; le comité de contrôle avec ses 3 membres, veille sur l'exécution des décisions de l'assemblée générale par le conseil d'administration ; le secrétariat exécutif qui assure la gestion courante.



La présidente du REBAMIF, Mme Adrienne KIASANGA

Activités

Les activités du REBAMIF sont orientées principalement vers le renforcement des capacités institutionnelles des membres à travers l'organisation des sessions de formation, la tenue des ateliers d'échange d'expériences et d'informations, des prestations de conseil et d'accompagnement ; la collecte d'informations statistiques auprès des ISFD membres, le traitement et la diffusion de ces données; la participation aux différents rencontres et forums nationaux, régionaux et internationaux traitant des questions de la microfinance et de lutte contre la pauvreté ; les actions de lobbying et de concertation avec le pouvoir public.

A toutes fins utiles, signalons que la direction du REBAMIF est tenue par la présidente Adrienne Kiasanga. Le secrétariat est entre les mains de Mme Edith Masamba. On peut les atteindre au +(243) 9954591 ou +(243) 8951273.

Aimé-Bernard WANDAY

Echos du RIFIDEC

Siège Social

Av. Gerberas n° 299
12^{ème} Rue Limete
Quartier résidentiel
B.P. 16.762 Kinshasa 1
Fax : 00243 8803882
E-mail : rifidec@yahoo.fr
gtz_rifidec@yahoo.fr

Editeur Responsable :

Alphonse KISOLOKELE
Président a.i. du Conseil d'Administration du RIFIDEC

Directeur de Publication :

KASUAMA PAKINZI wa S'HAKO
Secrétaire Exécutif
du RIFIDEC

Comité de Rédaction

MUKOKO Jean-Paul
NGAY Constant
BONDO BONDO Gaston
KANIKI Lido
VANGU MAKUALA
WANDAY Aimé-Bernard

Réalisation Technique

et Production

VANGU MAKUALA
Journaliste Consultant

Composition & PAO

MUKOKO Jean-Paul

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du RIFIDEC.

Démarrage en trombe des actions sur terrain

Une semaine jour pour jour après le lancement par le ministre de tutelle de la 1^{ère} série de conférences sur l'Année internationale du micro crédit, une délégation du RIFIDEC est descendue dans la province du Bas-Congo, précisément à Mbanza Ngungu, palper les réalités sur terrain auxquelles sont confrontées les ISFD (Institutions du système de financement décentralisé).

Avec en tête le secrétaire exécutif national, Kasuama Pakinzi wa Shako, la délégation comprenait également les conseillers Kaniki Zarete et Ngay Constant, en charge respectivement des provinces de Bas-Congo, Bandundu, Katanga, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema.

L'objet de la mission consistait en une visite individuelle des institutions de microfinance opérant à Mbanza-Ngungu, district des Cataractes et à Kasangulu, district de la Lukaya. Au cours des contacts avec les gestionnaires des coopes, M. Kasuama et ses proches ont multiplié conseils et dispositions pratiques en direction des praticiens qui ont été informés de l'organisation actuelle du RIFIDEC selon les statuts amendés.

Après avoir insisté sur le respect des instructions réglementaires traditionnelles qui régissent les IMF, et dont les principales sont : la tenue à jour des documents comptables, le paiement de droit d'adhésion et la cotisation annuelle, les

délégués du siège ont rappelé qu'en premier lieu, chaque opérateur du secteur doit commencer par obtenir son agrément de la BCC, avant tout déploiement sur terrain.

Selon les statuts amendés, les nouveaux organes, au niveau national sont : l'assemblée générale nationale, le conseil d'administration national, le comité de surveillance national, mutatis mutandis au niveau provincial.

Par ailleurs, les structures d'encadrement cessent d'être membres du regroupement, seules les ISFD agréées par l'institut d'émission sont membres du RIFIDEC. Pour hisser le niveau de la microfinance de la RD Congo, le RIFIDEC est

déterminé de faire de tous ses membres des vrais professionnels du domaine.

Désormais, pour plus d'efficacité et de visibilité de l'impact de ses actions sur le terrain, le RIFIDEC entend collaborer avec des ISFD regroupées librement en réseaux. Il s'agit de mettre ensemble les ISFD d'une même aire géographique autour d'un leader, qui doit jouer le rôle d'une véritable locomotive chargée d'entraîner les autres. Le professionnalisme est le maître mot qui doit sous tendre toute initiative à prendre dans le sens de l'amélioration des prestations des uns et des autres.

Aimé –Bernard Wanday

PROGRAMME DE FORMATIONS 2005

Mai 2005

Thèmes	Lieu
Cours d'Anglais	Kinshasa
Cours d'Informatique	Kinshasa
Mesure et Contrôle des Impayés ; Calcul et fixation du taux d'Intérêt (restitution)	Kinshasa
Gestion et Outils de Gestion d'un Secrétariat Exécutif Provincial	Kinshasa
La Bonne Gouvernance.	Kinshasa et Provinces
Les indicateurs de Performance des IMF (ISFD)	Kinshasa et Provinces

Juin 2005

Thèmes	Lieu
Cours d'Anglais	Kinshasa
Cours d'Informatique	Kinshasa
Analyse financière d'une IMF	Kinshasa
Développement des nouveaux produits	Kinshasa
Les Indicateurs de performance des IMF.	Provinces
Stratégie de mobilisation de l'Épargne locale	Kinshasa et Provinces
Gestion par la qualité totale, basé sur la méthode CAF/EFQM (restitution)	Kinshasa

Juillet 2005

Thèmes	Lieu
Cours d'Anglais	Kinshasa
Cours d'Informatique	Kinshasa
Préparation et réalisation d'un Contrôle dans une Institution	Kinshasa et Provinces

Les membres de la Commission de crédit : Attributions et Procédure de travail	Kinshasa et Provinces
La Fiscalité des ISFD	Kinshasa

Août 2005

Thèmes	Lieu
Cours d'Anglais	Kinshasa
Cours d'Informatique	Kinshasa
Indicateurs de performance dans un réseau	Kinshasa
Présentation d'un Rapport annuel	Kinshasa et Provinces
Comptabilité des IMF (Plan Comptable et Outils de Gestion Comptable)	Kinshasa

Septembre 2005

Thèmes	Lieu
Cours d'Anglais	Kinshasa
Cours d'Informatique	Kinshasa
La comptabilité d'une IMF (Plan comptable des IMF et Outils de Gestion Comptable)	Provinces
Technique de recherche de financement	Kinshasa et Provinces
Harmonisation des Outils de Gestion, d'Épargne et Crédit.	Kinshasa
Gestion et supervision d'un Réseau	Kinshasa

Constant NGAY
Conseiller chargé de la Formation

ALAFIA Perform, un outil de calcul des indicateurs de performance des ISFD

Dans le cadre de la coopération entre les Associations Professionnelles de Microfinance membres d'AFMIN, le RIFIDEC vient d'acquiescer le programme informatique ALAFIA PERFORM développé par l'Association Professionnelle de Microfinance béninoise « Consortium ALAFIA ». Ce programme informatique est un progiciel de suivi des performances des institutions de microfinance. Il produit des indicateurs de per-

formance qui favorisent la transparence et renforcent la confiance des acteurs et du public, qui favorisent un suivi plus rapproché des institutions et qui constituent une base de référence pour l'accès au financement. Ces indicateurs au nombre de 45 sont repartis en trois groupes : les Indicateurs Financiers (21 indicateurs), les Ratios prudentiels (07 indicateurs) et les Indicateurs Non-financiers (17 indicateurs).

Une délégation du Consortium ALAFIA, composée de messieurs AZAKPAME DAVY SERGE (Chargé du Suivi des Performances et des SIG du Consortium ALAFIA) et TADE IBOURAIM (Assistant de projet, spécialiste en informatique de CARE International au Bénin), a formé le personnel technique du RIFIDEC sur l'utilisation du programme informatique et a procédé à son installation.

Une autre formation, celle-ci destinée aux gérants des COOPEC et IMF, est en programme pour harmoniser la compréhension des termes et concepts propres à ALAFIA PERFORM en vue de garantir la bonne collecte des données auprès des structures membres du RIFIDEC.

Jean-Paul MUKOKO
Conseiller chargé de
l'Information et
de la Documentation

RIFIDEC à l'heure des Assemblées Provinciales

Trois délégations du Secrétariat exécutif du RIFIDEC ont sillonné le pays en mars 2005 pour procéder à l'installation des comités provinciaux de la plate forme, conformément à l'esprit des nouveaux textes statutaires adoptés en octobre

Ont été ainsi élus au conseil provincial du **Bas-Congo** :

Président : André Massampu (de Coopéc CEAC/ Kinzau Vuete)
1^{er} V. président : Tiansega Zanzi (de CECPKI : Matadi)

comme suit :

Président : Kabwe Mirindi, directeur gérant de la COOPEC Nord-Kivu
V. Président : Muhongya Katikati, président du CA de la Coofico Centrale
Secr. Rapp. : Mulisya Bonane, président FONDAPEC.

Siégeront au comité de contrôle :

Président : Musawa Sobeleya,

l'IMF Paidec

V. Président : Ntayira Kazamba, issu d'une Coopéc
Secrétaire : Lusambo Kange, de l'IMF Capes

Le Comité de contrôle comprend :

Président : Macumu Kalekuzi, de Coopéc Nyalu Kamba
V. Président : Zita Kavungirwa, de l'IMF Apef
Secrétaire : Masumbuko Chris



Assemblée Générale Provinciale du Bas-Congo

2004 par la dernière assemblée générale nationale.

Les dites délégations étaient composées des conseillers Ngay Munga qui s'est rendu dans le Bas-Congo où il a supervisé l'élection des membres du conseil d'administration provincial avant de participer à la constitution des réseaux des IMF de Mbanza-Ngungu, Matadi et Boma.

Le conseiller Bondo-Bondo s'est rendu dans le Nord-Kivu et dans le Sud-Kivu tandis que son collègue Constant Kapamba était au Katanga.

2^e V. président : Ndombi Nkosi (de CAMEC/ Mbanza-Ngungu)

Ont été portés au conseil de surveillance provincial :

Président : Rév. Bakulu wa Mapianda (de CEPECO/ Boma)
V. Président : Nsaka Makungu (de CPCL Mbanza-Ngungu)
Secr. Rapp. : Luntenzila Babengi (de CPCL/ Boma-Ville)

Le conseil provincial du **Nord-Kivu** élu à **Goma** se compose



Assemblée Générale Provinciale du Sud-Kivu

directeur gérant de la Coofico Centrale
V. Président : Jean Chishugi, IMF/ Comité d'assistance Nyiragongo
Secr. Rapp. : Kubuya Nyata, administrateur Coopéc Imara

Le conseil provincial élu à **Bukavu** se compose de :

Président : Remy Mitima, de

En ce qui concerne la ville-province de Kinshasa, l'assemblée provinciale est prévue pour le mois de mai 2005. La province voisine de Bandundu devra également être dotée, au cours de ce mois d'avril 2005 et à l'instar de toutes les autres, d'un conseil provincial et d'un comité de contrôle et de surveillance.

Aimé-Bernard WANDAY

Liste des ISFD agréées par la Banque Centrale du Congo

KINSHASA

1. Coopérative d'épargne, de crédit et de développement économique et social (COOPEC'S)
2. Coopérative d'épargne et de l'Association des Chauffeurs du Congo (COOPEC-ACCO)
3. Coopérative d'épargne et de crédit pour la promotion des investissements (COOPECI)
4. Coopérative d'épargne et de crédit Amitié Salutiste (COOPECAS)
5. Coopérative d'épargne et de crédit Kimbanguiste (CECPKI)
6. Coopérative d'épargne, de

- crédit et d'investissement des PME (CECI - PME)
7. Société Coopérative de crédit et d'épargne de Petites et Moyennes Entreprises (SOCREPE)
 8. Coopérative d'épargne et de crédit du Mouvement des Ouvriers Chrétiens du Congo (COOPEC MOCC)
 9. Coopérative d'épargne et de crédit des Mamans Maraîchères de Kinshasa (COOPEC MAKIN)
 10. Mutuelle d'épargne et de crédit Bomoko (COOPEC BOMOKO)
 11. Mutuelle des femmes sages de Kinshasa (MUFESAKIN / COOPEC)
 12. Coopérative d'Epargne et

- de Crédit Logos-Rhéma (COOPEC LOR)
13. Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Appui au Développement "(COOPECAD)
 14. Coopérative d'épargne et de crédit Molende (COOPEC MOLENDE)
 15. Association d'Appui aux Conducteurs des Chariots du Congo (ACCCO MICRO-CREDIT)
 16. Yield Corp Sprl
 17. IMF Hope RD Congo

BANDUNDU

18. Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay - Kingandu (COOPEC

UDIPAK)

19. Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes de Kikwit (MUCREFEKI / COOPEC)

NORD-KIVU

20. Coopérative Financière la Cruche (COOPEC-LA CRUCHE)
21. Coopérative d'Epargne et de Crédit de Nyawera (COOPEC NYAWERA)
22. Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique de Butembo (COODEFI)
23. Société de Microfinance Maendeleo

Liste des ISFD membres du RIFIDEC en processus d'agrément à la Banque Centrale du Congo

KINSHASA

1. CECUNAF
2. MEC BOSANGANI
3. IDECE
4. CECREP
5. APROSCAC
6. FDDI
7. COOPEC DEV
8. NORKA
9. MECREF /SEPROSOC
10. CECI PME Mt. Ngafula
11. MCS PEMARIM
12. CEC / RFMC
13. COOPEC CEAC KITA-BO

BANDUNDU

14. COOPEC ECOLE
15. COOPEC KIKWIT 3
16. COOPEC SFX BULUNGU
17. COOPEC SFX CATHE-DRALE
18. COOPEC SFX GUNGU
19. COOPEC SFX VANGA
20. COOPEC LUKOLELA
21. COOPEC ECC
22. COOPEC LUKEMI
23. COOPEC GUNGU
24. COOPEC MUKEDI
25. COOPEC KENGE
26. COOPEC MASI-

MANIMBA

27. COOPEC LUSANGA
28. COOPEC BULUNGU
29. COOPEC DJUMA
30. COOPEC DULA
31. COOPEC MOKALA
32. COOPEC DIBAYA-LUBWE
33. COOPEC IDIOFA
34. COOPEC BANDUNDU

KASAI OCCIDENTAL

35. COOPEC des Sacrificateurs
36. CEDEKOC

KASAI ORIENTAL

37. ADEKOR

BAS CONGO

38. CAMEC
39. COOPEC CEAC BOMA VILLE
40. COOPEC CEAC KIN-ZAMVUETE

KATANGA

41. FIDEV

Appel d'offre

Quatre (4) consultants pour le diagnostic des coopératives d'épargne et de crédit

Objectifs du diagnostic

- Evaluer la situation financière, administrative, juridique et les ressources humaines des coopératives ;
- Examiner la situation organisationnelle (organes, structures) et dire si elle est favorable au développement ou à la relance de la coopérative ;
- Indiquer clairement si la coopérative diagnostiquée peut être relancée et ce, sur quelles bases ;
- Dégager leurs potentialités de développement ainsi que les bases de leur relance ;
- Mettre sur pied un plan de relance pour les coopératives susceptibles d'être relancées.

Recommandations des consultants Analystes

Les résultats des tâches à effectuer par un Consultant analyste

ou un groupe de consultants proviendront du rapport du diagnostic. Ce rapport est écrit par le consultant analyste ou le groupe de consultants analystes qui indiquent un point de vue clair sur les aspects de l'organisation de la gestion financière, administrative, managériale ainsi que sur la « restructurabilité » ou non de la coopérative dont il est question de diagnostiquer

Critères de choix de l'analyste

Le consultant analyste doit :

- Etre une personne physique ou morale reconnue comme analyste financier ou auditeur ;
- Avoir une expérience soutenue de la comptabilité des coopératives d'épargne et de crédit et une connaissance des principes de fonctionnement coopératifs ;

- Avoir de bonnes références ;
- Disposer des moyens de contact (téléphone, e-mail)
- Disposer d'une autonomie financière.

Termes de références

Les exigences générales sur le diagnostic et son rapport

- Le travail du diagnostic et son rapport doit se faire en 1 mois pour 3 coopératives en raison de 10 jours par coopérative ;
- Le diagnostic porte sur tous les aspects de la vie de la coopérative ;
- Le rapport doit se faire en français ;
- Le rapport doit se faire par écrit et doit être clair et sans ambiguïté ;
- Le rapport doit être signé.

La forme (l'ossature) du rapport doit se présenter comme suit :

1. Introduction ;
2. Déroulement du travail (Constat et analyse pour chaque coopérative : des états financiers (finances, capital, fonds de roulement), personnel, management et fonctionnement des organes, portefeuille de prêt et volume d'épargne, effectifs des membres actifs, gestion technique des membres, gestion de la gouvernance.

Les dossiers des consultants analystes qui désire postuler à l'offre sont déposés au Bureau du Secrétariat Exécutif National du RIFIDEC sur l'avenue gerberas n° 266 12 è rue Limete Résidentiel au plus tard le 16 mai 2005.

Ces dossiers doivent comprendre une lettre de motivation et un tableau des références.

Secrétariat Exécutif National du RIFIDEC

Sessions de formation en informatique au CIDRI

Le Centre d'Information et de Documentation du RIFIDEC (CIDRI) organise des sessions de formations en informatiques pour les acteurs du secteur de la microfinance.

La durée de formation varie d'un module à un autre à savoir :

- Initiation Informatique : 2 semaines
- MS WORD : 4 semaines
- MS Excel : 4 semaines
- MS Power Point : 2 semaines
- MS Publisher : 2 semaines
- MS Internet Explorer : 2 semaines
- MS ACCESS : 6 semaines
- Langage de Programmation (Visual Basic) : 5 semaines.

Lundi, Mercredi et Vendredi : de 10h30' à 12h30'
de 17h00' à 19h00'

Mardi, Jeudi et Samedi : de 10h30' à 12h30'
de 14h30' à 16h30'

La tarification est la suivante :

N°	MODULES	Montant à payer
0	Inscription	2 \$US
1	Initiation Informatique	6 \$ US
2	Microsoft WORD	15 \$US
3	Microsoft EXCEL	15 \$US
4	Microsoft POWER POINT	10\$US
5	Microsoft PUBLISHER	10\$US
6	Microsoft INTERNET EXP	6 \$US
7	Microsoft ACCESS	30\$US
8	Langage de programmation	100\$US

**NAVIGATION SUR
INTERNET ET BUREAUTIQUE
au Cybercafé RIFIDEC**



www.rifidec.org

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.